

Reconfinement : la grande peur de l'effondrement économique et social

Olivier Passet, [Xerfi](#), 2 novembre 2020



Le pays peut-il absorber deux confinements rapprochés sans s'écrouler. Une question totalement esquivée lors du discours présidentiel du 28 octobre... Un silence assourdissant qui rend à peine audibles les tentatives d'auto-justification. Comment pourtant peut-on passer sous silence cette sensation de noyade des acteurs économiques, qui ayant à peine eu le temps d'extraire leur tête de l'eau, se retrouvent à nouveau submerger par une seconde vague qui leur sera fatale ? Comment peut-on annoncer sans sourciller que nous allons rejouer à la lettre le même scénario qu'en mars ? Forts des enseignements de la première expérience, certes, ce qui aboutit au droit d'enterrer dignement ses morts, de maintenir un fil de visite dans les EPHAD, de déambuler dans les parcs et de maintenir un lien présentiel entre les enfants et l'école... Autrement dit, rien qui soit en mesure de rassurer les entreprises et le corps social sur le fait que cette crise ne va pas les engloutir définitivement.

Un nouveau coup d'arrêt d'une violence inouïe

Inévitablement, ce que l'on entend à travers la réplique à l'identique des fermetures imposées lors du premier confinement, c'est que l'économie va revivre un coup d'arrêt d'une violence inouïe. Avec une perte d'activité de plus de 30% en moyenne au cœur du confinement pour l'ensemble de l'économie et des pertes abyssales dans les activités les plus exposées, pouvant voisiner 90%.

La situation des restaurateurs, des petits commerces spécialisés est évidemment dans toutes les têtes. Crise des gilets jaunes, succession des confinements... Comment la cohorte des petits commerçants, qui frôlent la ruine personnelle depuis des mois, va-t-elle tenir face à ce qui ressemble de plus en plus à une mise à mort ? Sans surface financière suffisante pour absorber les chocs, perdant à chaque fois une partie des stocks qu'ils ont constitués et reconstitués, ils se retrouvent pour la troisième fois à l'arrêt... Un propos que l'on peut étendre à tous les petits services qui s'adressent aux ménages, sport, soin, loisir, activités récréatives, culturelles, le transport, etc.

L'État se présente d'emblée en grand assureur des pertes. Il rejouera la partition du printemps : chômage partiel, prêts, report des charges... et peut-être leur annulation au cas par cas. Il limitera la casse. Mais ce que l'on sait aussi de cette mise sous cloche et sous perfusion de l'économie, c'est qu'elle dégrade très violemment les paramètres financiers des agents privés et publics. L'économie a commencé à

s'extirper du premier confinement au prix de 20 point de PIB d'endettement supplémentaire pour l'État et d'un bond de 25 points du ratio de dette financière des entreprises rapportée à leur valeur ajoutée. A quoi, il faut ajouter près de 27 milliards de reports de charges fiscales et sociales, payables dans l'année.

Des bombes à retardement dans les tissus économique et social

La dérive est déjà sidérante et songer qu'il faut mettre un facteur 2 sur ce qui est déjà observé donne le vertige. Certes, les entreprises vont certainement parvenir à mieux maintenir leur activité qu'au printemps. Effet d'apprentissage oblige. A l'instar des restaurateurs qui se replient sur la vente à emporter. A l'instar de la construction, qui devrait cette fois-ci maintenir le cours des chantiers.

Il n'en reste pas moins que l'économie dont on hérite à l'issue d'un tel choc n'est fatalement plus la même qu'avant crise. Les charges induites par le nouveau fardeau financier modifient la donne pour longtemps du côté des entreprises. Les fermetures réglementaires créent des distorsions de concurrence indélébiles entre les entreprises. Les parts de marché prises par exemple par le e-commerce ou par les grandes surfaces généralistes laisseront des traces.

Comment ne pas évoquer aussi la cicatrice sociale d'un état de sous-activité si profond et si prolongé. Entre le chômage qui s'éternise pour les uns et les fait basculer en fin de droit, l'entrée dégradée sur le marché du travail pour les jeunes diplômés, dont toute la carrière portera la marque, les indépendants en précarité extrême, etc. Le tissu social est miné de bombes à retardement.

L'avènement d'un capitalisme financiero-collectiviste

Et c'est l'idée même de retour à la normale qui devient absconse. Les fondamentaux de la demande, et de l'unité nationale sont minés en profondeur, car au-delà des artifices monétaires, c'est tout le patrimoine financier et social qui est dégradé pour longtemps. Avec des inégalités de plus en plus criantes et de moins en moins tolérées.

Soumise à de telles torsions, l'économie peut s'effondrer et le corps social s'embraser, c'est une évidence. Pour combien de temps encore l'artifice monétaire de l'argent gratuit peut-il différer le grand craquement : 2 ans, 10 ans, 20 ans ? Nul ne peut le dire. Ce qui est certain, c'est que tout retour à une économie de marché entre guillemet « normale » est inconcevable. Revenir demain à un juste niveau des prix, de l'emploi, de l'investissement par arbitrage du marché produirait un jeu de massacre. Et le nouvel attelage de la finance et des États qui se dessine depuis quelques années, et qui a pris une nouvelle dimension avec la covid, se transforme en nouveau paradigme durable du capitalisme : un capitalisme stato-financier, financiero-interventionniste, financiero-collectiviste, comme on voudra. Et, à défaut de vivre un effondrement de l'économie, nous vivons bel et bien un effondrement de nos représentations de l'économie.